

**TENDANCE
MONETAIRES
ET FINANCIERS**

Premier
Semestre
2022

2022
Juin

Sommaire

I. Environnement international	6
1. Inflation mondiale	6
2. Politiques monétaires.....	8
3. Croissance économique mondiale	9
4. Prix des produits de base	11
5. Marché des changes	12
II. Comptes extérieurs.....	12
1. Balance des paiements (provisoire)	12
2. Situation des réserves officielles de change.....	16
3. Dette extérieure.....	17
III. Activité économique nationale.....	18
IV. Situation monétaire.....	20
V. Liquidité bancaire.....	24
VI. Évolution du taux de change	26
VII. Inflation	27
VIII. Finances publiques.....	30
Annexes : Indicateurs monétaires et financiers	34

La présente note analyse les évolutions majeures au cours du premier semestre de l'année 2022 de la conjoncture macro-économique et financière nationale : comptes extérieurs, exportations des hydrocarbures, finances publiques, liquidité du Trésor, situation monétaire et de la liquidité bancaire. Il sera également question de l'évolution de la conjoncture internationale.

Ainsi, l'activité économique mondiale a ralenti au cours du premier semestre de l'année 2022 sous l'effet du conflit en Ukraine et du renforcement des pressions inflationnistes. S'agissant des produits de base, leurs prix ont poursuivi la tendance haussière entamée en mai 2020.

En Algérie, le solde global de la balance des paiements a enregistré un excédent appréciable au cours du premier semestre de l'année 2022 comparativement à la même période de l'année précédente où le solde était déficitaire. Cette évolution favorable s'explique par l'excédent affiché du compte courant suite à la forte augmentation des exportations (hydrocarbures et hors hydrocarbures) par rapport au premier semestre de l'année 2021.

La masse monétaire a enregistré au cours de la même période une hausse par rapport à la fin de l'année 2021, et ce en contexte de faible croissance du crédit, de hausse du crédit à l'État et des avoirs extérieurs nets.

À fin juin 2022, le déficit global du Trésor s'est nettement amélioré et enregistre pour la première fois depuis fin 2014 un excédent. Cet excédent est essentiellement dû à la hausse des recettes budgétaires, notamment celles des hydrocarbures, conjuguée à la baisse des dépenses budgétaires.

I. Environnement international

1. Inflation mondiale¹

Le premier semestre de l'année 2022 a été marqué par des niveaux de prix bien supérieurs à ceux de 2021 en particulier les prix des produits de première nécessité tels que l'essence et l'alimentation.

Ainsi, l'inflation en glissement annuel s'est accélérée au premier semestre 2022 dans plusieurs pays avancés, passant de 1,45 % au premier semestre 2021 à 7,10 % au premier semestre 2022 dans la zone euro, de 1,49% à 6,73 % au Royaume-Uni, de 2,39 % à 6,70 % au Canada, de 3,37 % à 8,31 % aux États-Unis et de -0,63 % à 1,62 % au Japon.

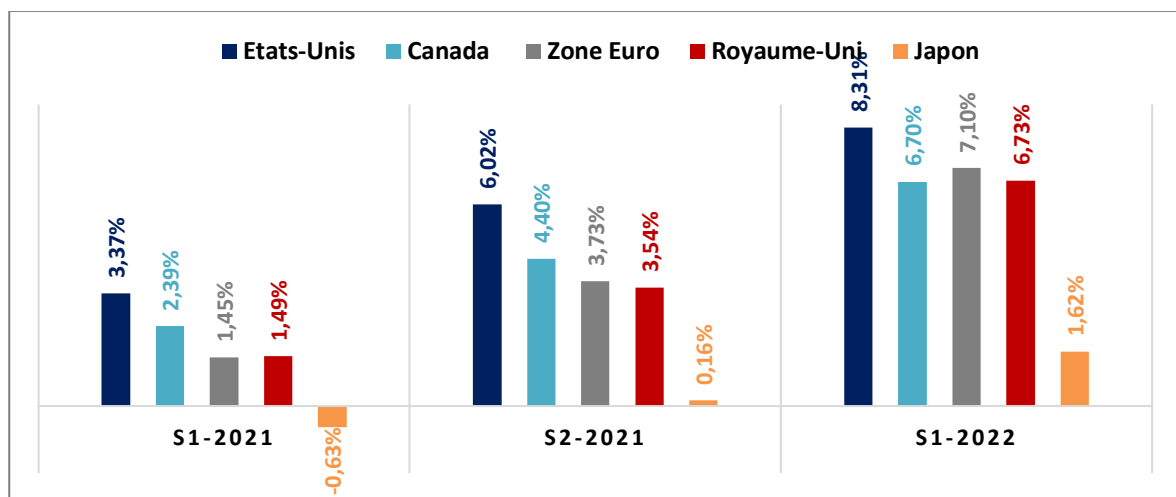


Figure 1 : L'inflation en glissement annuel dans quelques pays avancés et dans la zone euro.

Du côté des pays des BRICS, l'inflation en glissement annuel a aussi subi une accélération, en Afrique du Sud l'inflation affichait 6,26 % au premier semestre de 2022 contre 4,02 % en 2021. En Chine et en Inde, l'inflation au premier semestre 2022 s'est établie respectivement à 1,70 % et 6,82 % contre 0,57 % et 5,23 % une année auparavant.

¹ IFS online

Egalement, l'inflation en glissement annuel s'est accélérée au Brésil et en Russie, atteignant un taux à deux chiffres de 11,34 % et 14,28 % respectivement au premier semestre 2022 contre 6,50 % et 5,78 % au premier semestre de l'année passée.

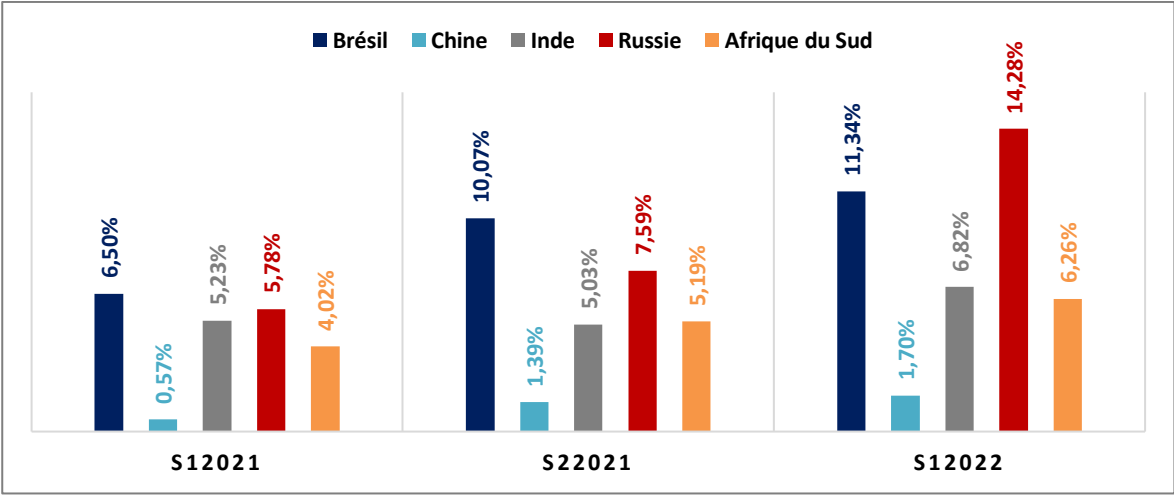


Figure 2 : : L'inflation en glissement annuel dans les BRICS.

Au titre du premier semestre 2022, l'inflation en glissement semestriel s'est aussi accélérée pour s'établir à 4,79 % en zone euro, 4,59 % aux États-Unis, 4,15 % au Canada, 4,07 % au Royaume-Uni et 1,27 % au Japon.

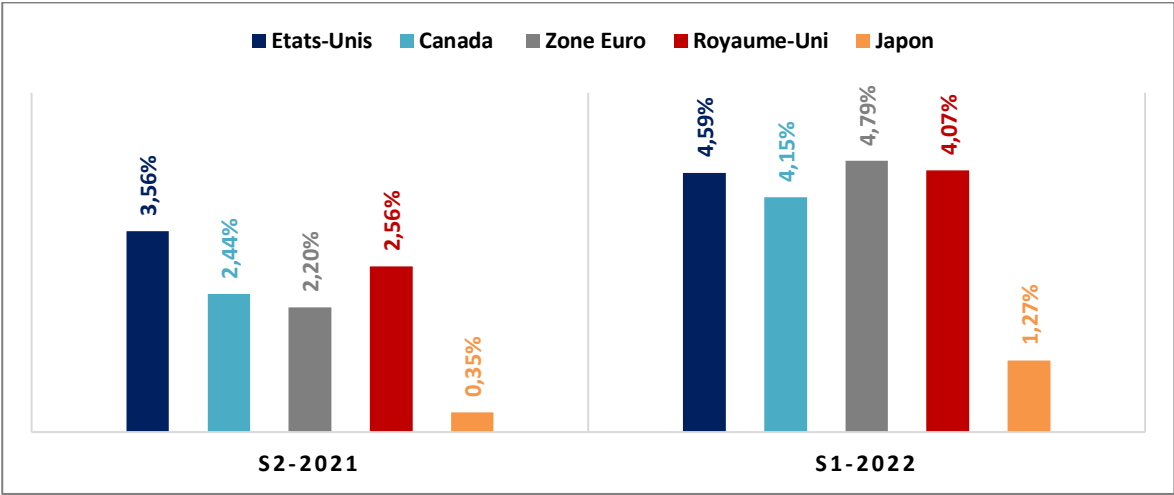


Figure 3 : : L'inflation en glissement semestriel dans quelques pays avancés et dans la zone euro.

Dans les pays des BRICS, l'inflation en glissement semestriel s'est accélérée aussi au semestre sous-revue, ainsi elle s'est établie à 5,79 % au Brésil, 2,74 % en Inde, 3,23 % en Afrique du Sud, 1,50 % en Chine et à 10,28 % en Russie.

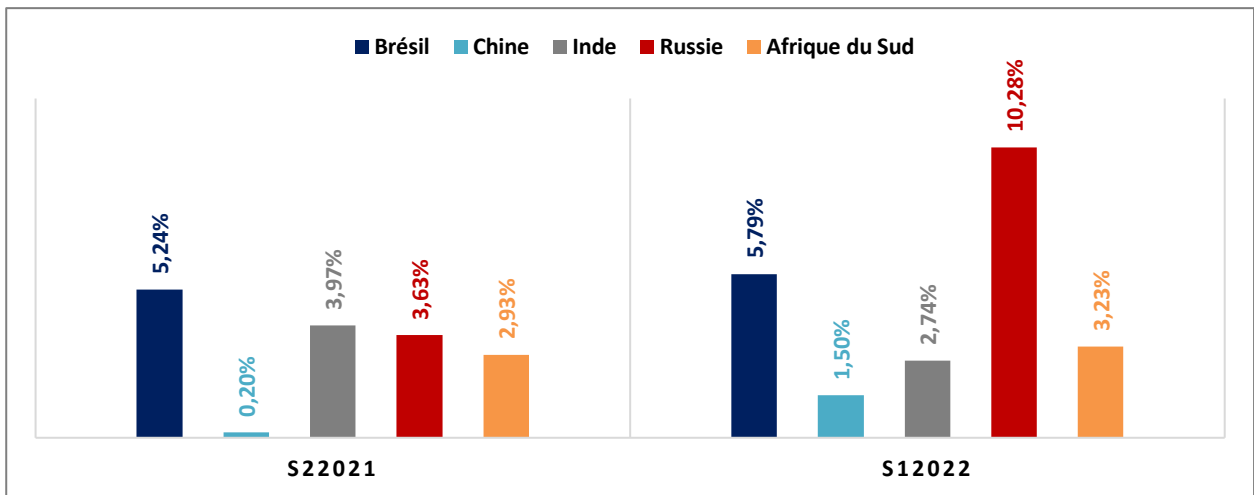


Figure 4 : L'inflation en glissement semestriel dans les BRICS.

2. Politique monétaire ²:

En réponse aux pressions inflationniste et à un marché de travail vigoureux, la Réserve Fédérale (Fed) a ajusté sa politique monétaire depuis l'automne de 2021. Ainsi, lors de sa réunion de mars, le FOMC (*The Federal Open Market Committee*) a relevé la fourchette cible du taux des fonds fédéraux de 25 points de base pour la porter à [0,25 % 0,50 %] en mars 2022.

Le Comité a continué à relever la fourchette cible en mai et juin 2022, la portant à 1,50% et 1,75%, respectivement, indiquant que de nouvelles augmentations pourraient être appliquées lors de sa prochaine réunion. Le Comité a décidé par ailleurs de cesser ses achats nets d'actifs en début de mars 2022 et a commencé à réduire ses avoirs en titres en juin 2022.

La BCE, tout en maintenant inchangés ses taux d'intérêt durant le premier semestre 2022, a annoncé le 09 juin 2022, son intention d'adopter une approche graduelle de normalisation de sa politique monétaire, en anticipant la sortie des taux d'intérêts négatifs. De plus, Il a été annoncé une prochaine augmentation de ses taux d'intérêts de 25 points de base en juillet 2022 et de mettre un terme au programme d'achats d'actifs (APP) à compter du même mois. Ainsi, La BCE a assuré que sa

² FED, BCE

politique est déterminée par l'engagement stratégique du Conseil des Gouverneurs d'atteindre et de maintenir un taux l'inflation de 2,0% à moyen terme.

3. Croissance économique mondiale³ :

Le resserrement des politiques monétaires causé par une inflation élevée et persistante, pèserait lourdement sur les perspectives économiques. En conséquence, la Banque mondiale a sensiblement diminué ses prévisions de croissance depuis le début de l'année. Ainsi, la croissance du PIB mondial, qui devait s'établir à 3,2 % en 2022, devrait désormais reculer de 0,4 point de pourcentage de ce taux.

Le produit intérieur brut (PIB) au deuxième trimestre de 2022 de la zone G20 a enregistré une croissance négative de - 0,4 % en glissement trimestriel, en baisse par rapport à la croissance du premier trimestre 2022 qui s'était établie à 0,5 %. Ainsi, les États-Unis et le Royaume-Uni ont enregistré au deuxième trimestre 2022 la même croissance négative de - 0,1 % en glissement trimestriel contre un taux respectif de -0,4 % et 0,8 % le trimestre précédent. Au Canada, le taux de croissance en glissement trimestriel n'a pas bougé depuis le dernier trimestre, affichant un taux de 0,8 %. Du côté du Japon, la croissance du PIB est passée de 0,1 % au premier trimestre 2022 à 0,9 % au deuxième trimestre 2022.

Dans la zone Euro, la croissance en glissement trimestriel a augmenté de 0,1 point de pourcentage au deuxième trimestre de 2022, enregistrant un taux de 0,8 %. Par pays, la croissance en glissement trimestriel a augmenté en France (passant de -0,2 % au premier trimestre 2022 à 0,5 % au deuxième), en Espagne (selon une estimation provisoire passant de -0,2 % au premier trimestre 2022 à 1,5 % au deuxième) et en Italie (passant de 0,1 % au premier trimestre 2022 à 1,1 % au deuxième). En revanche, selon une estimation provisoire, la croissance a diminué

³ <https://stats.oecd.org/Index.aspx?QueryName=350#>.

en Allemagne enregistrant un taux de 0,1 % au deuxième trimestre 2022 contre 0,8 % au trimestre précédent.

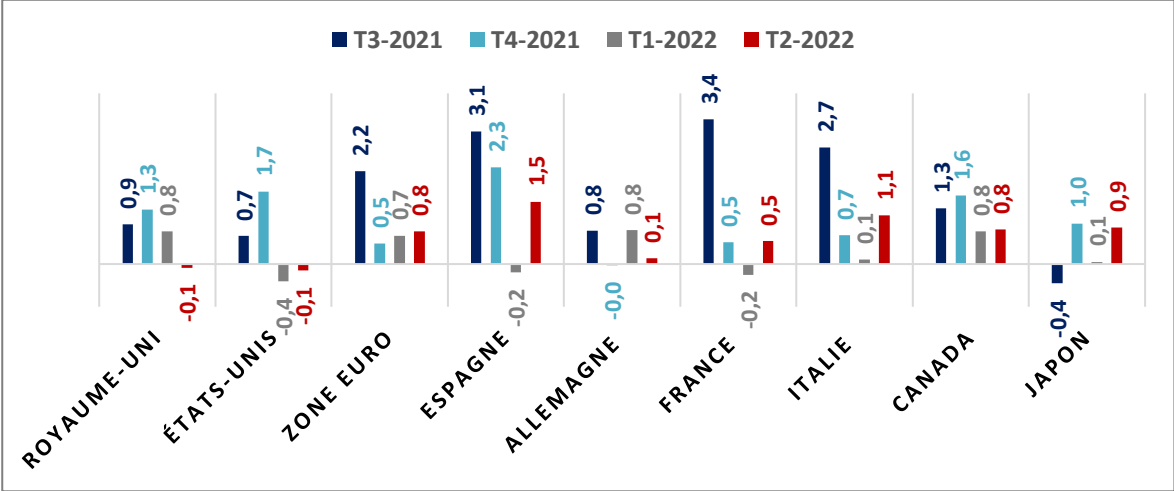


Figure 5 : La croissance économique en glissement trimestriel dans les principaux pays avancés.

Du côté des BRICS⁴, la croissance en glissement trimestriel au Brésil a enregistré une hausse passant de 1,1 % à 1,2 % au deuxième trimestre 2022. En revanche, la croissance en Inde, en Chine et en Afrique du Sud a marqué une décélération passant respectivement de -1,4 %, 1,4 % et 1,7 % au premier trimestre 2021 à -1,4 %, -2,6 % et % -0,7 % au premier trimestre 2022.

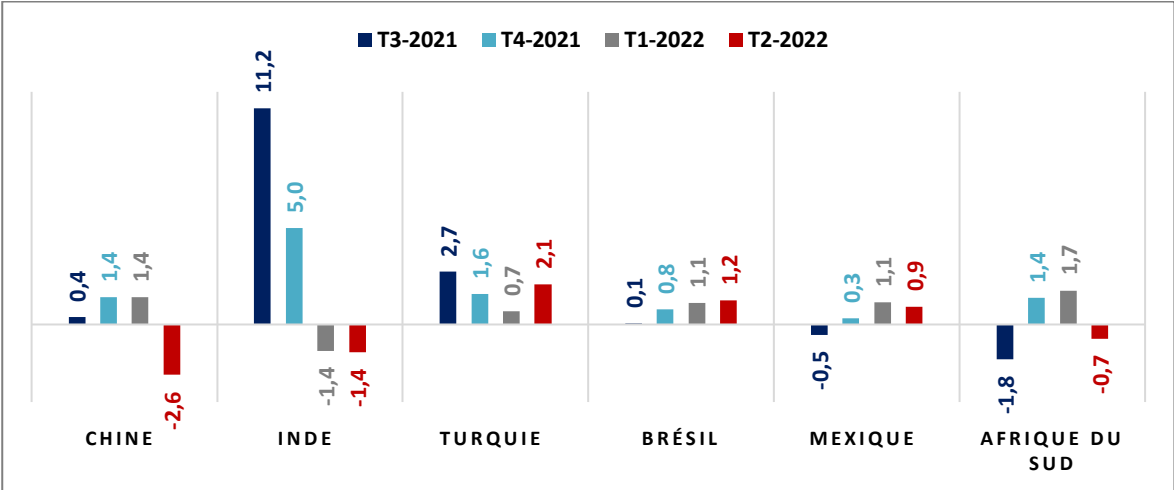


Figure 6 : La croissance économique en glissement trimestriel dans quelques principaux pays émergents.

⁴ Les données de la Fédération de Russie ne sont pas disponibles

Du côté des autres pays émergents, la croissance en Turquie a marqué une accélération passant de 0,7 % au premier trimestre 2022 à 2,1 % au deuxième trimestre 2022. Cependant, au Mexique, la croissance s'est établie à 0,9% au premier trimestre 2022 après avoir enregistré 1,1 % au trimestre précédent.

4. Prix des produits de base⁵

Le conflit Russo-Ukrainien a provoqué un choc majeur sur les marchés des produits de base dont les prix ont fortement augmenté concomitamment avec les premiers signes de reprise de l'économie mondiale des effets de la crise de COVID-19. En effet, les hausses des prix de l'énergie ont été très significatives en glissement annuel atteignant 83,0 % au premier semestre de 2022 contre 62,0% à la même période de l'année écoulée. Ce semestre, l'augmentation des prix s'est généralisée aux autres produits énergétiques, l'augmentation des prix du pétrole brut en glissement annuel a atteint 63,9 % et celle du gaz naturel 192,6 %.

En conséquence l'indice des produits de base a augmenté de 22,6 % au premier semestre 2022 par rapport au deuxième semestre 2021, tiré par la hausse des prix des combustibles de 36,6 % et des produits alimentaires de 14,8 % contre des augmentations respectives de 40,1 % et de 7,2 % au deuxième semestre 2021 par rapport au premier semestre 2021.

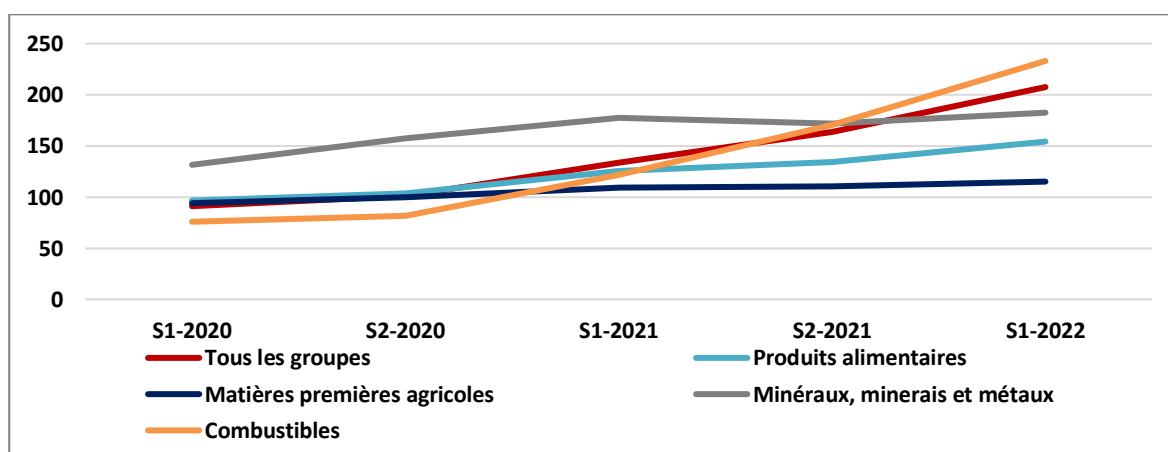


Figure 7 : Évolutions des différents indices des prix des produits de base, base 2015 - CNUCED.

⁵ Source des données : Banque Mondiale.

Quant aux indices des prix des « minéraux, minerais et métaux » et des « matières premières d'origines agricoles », ils ont enregistré un taux respectif de 6,2 % et 4,2 % le premier semestre 2022 contre des taux de 0,9 % et -3,0 % le deuxième semestre 2021.

5. Marché des changes

Sur le marché des changes, la tendance est à la dépréciation face au dollar américain sous l'effet de l'affaiblissement de la croissance dans la majorité des pays face à celle de l'économie américaine qui demeure solide.

En raison du conflit en Ukraine, les attentes en matière de croissance et d'inflation, pour les États-Unis, ont évolué, le billet vert a profité de son statut de valeur refuge dans un climat de craintes et d'incertitudes mondiales, ce dernier s'est apprécié face à l'euro et à la livre sterling. Ainsi, au premier semestre 2022, l'euro s'est établi à 1,0940 dollar, en dépréciation de 5,8 % par rapport au dernier semestre de 2021. De son côté, la livre sterling s'est dépréciée de 4,7 % en glissement semestriel contre le dollar pour s'établir à 1,2992 dollar au premier trimestre 2022.

Pour ce qui est des pays émergents, la roupie indienne s'est dépréciée de 2,1 %. La monnaie russe s'est dépréciée de 0,73 % au premier semestre 2022. De même, durant cette même période, la livre turque a chuté de 35,26 % en glissement semestriel face au dollar.

II. Comptes extérieurs

1. Balance des paiements (provisoire)

Après avoir enregistré des déficits au cours des sept (7) dernières années, le solde de la balance commerciale a enregistré un excédent de 8,70 milliards de dollars au premier semestre 2022. Cet excédent est imputable à la remontée des prix des hydrocarbures conjugués à la hausse des exportations de biens hors hydrocarbures, et ce en dépit de la hausse des importations.

En effet, au premier semestre 2022, le prix moyen semestriel se situe à 110,94 dollars le baril, contre 65,84 dollars au premier semestre de 2021, soit une hausse de 68,50 %. La hausse des prix du pétrole a ainsi induit une hausse des recettes des exportations d'hydrocarbures, où celles-ci sont passées de 15,49 milliards de dollars au premier semestre 2021 à 25,29 milliards de dollars au premier semestre de l'année sous revue, soit une hausse de 9,79 milliards de dollars (63,22 %).

Les exportations de biens hors hydrocarbures (FOB) ont atteint un record de l'ordre de 3,08 milliards de dollars US au premier semestre 2022 contre 1,78 milliard de dollars au premier semestre 2021, en hausse de 1,30 milliard de dollars US (+72,94 %).

Au premier semestre 2022, les importations de biens (FOB) ont augmenté de 3,85 % par rapport au premier semestre de l'année précédente passant ainsi de 18,94 milliards de dollars US à 19,67 milliards de dollars.

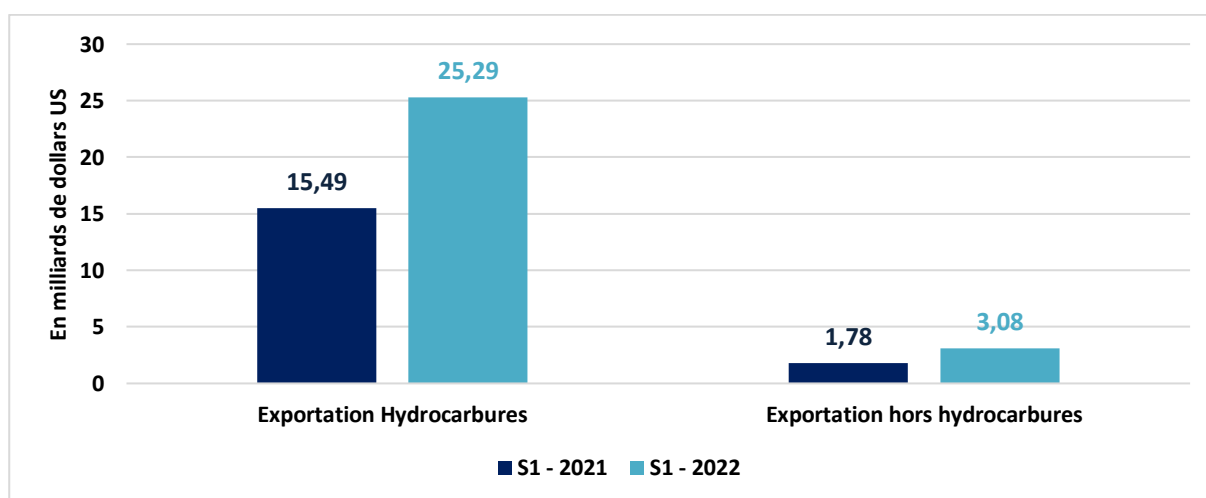


Figure 8 : Évolution des exportations des hydrocarbures et des exportations hors hydrocarbures

La hausse des importations de biens concerne essentiellement les groupes de produits « Matières premières », « Produits semi-finis », et « Biens alimentaires ».

En ce qui concerne les groupes, « Equipements industriels », « Equipements agricoles » et « Biens de consommation non alimentaires », ils ont connu une baisse

au cours du premier semestre 2022 comparativement au même semestre de l'année précédente.

Concernant les biens alimentaires (25,83 % du total des importations de biens), leurs importations ont progressé de 488 millions de dollars au premier semestre 2022, affichant ainsi 5,08 milliards de dollars contre 4,59 milliards de dollars au cours du premier semestre 2021.

Les importations de matières premières (11,13 % de part dans le total des importations) ont connu la plus importante hausse (+39,52 %), passant de 1,57 milliard de dollars au premier semestre 2021 à 2,19 milliards de dollars au premier semestre 2022, soit une hausse de 620 millions de dollars.

Les importations des produits semi-finis, qui représentent 24,23 % du total des importations de biens, ont connu la seconde plus forte hausse (+1,188 milliard de dollars, soit +33,20 %) passant ainsi de 3,58 milliards de dollars au premier semestre 2021 à 4,77 milliards de dollars au premier semestre 2022.

Les importations d'énergie, avec une part de 1,57 % du total des importations, ont augmenté de 7,77 %, passant de 287 millions de dollars au cours du premier semestre 2021 à 309 millions de dollars au cours du premier semestre 2022.

Représentant une part de 1,38 % du total des importations de biens au premier semestre 2022, les autres importations de biens ont fortement baissé passant de 922 millions de dollars au premier semestre 2021 à 271 millions de dollars au premier semestre de l'année en cours soit en baisse de 70,66 %.

Les importations des équipements industriels et des biens de consommation non alimentaires, avec des parts respectives de 21,11 % et 13,82 % du total des importations de biens, ont connu des baisses de 818 millions de dollars et de 127 millions de dollars, respectivement, entre le premier semestre 2022 et le même semestre de l'année précédente.

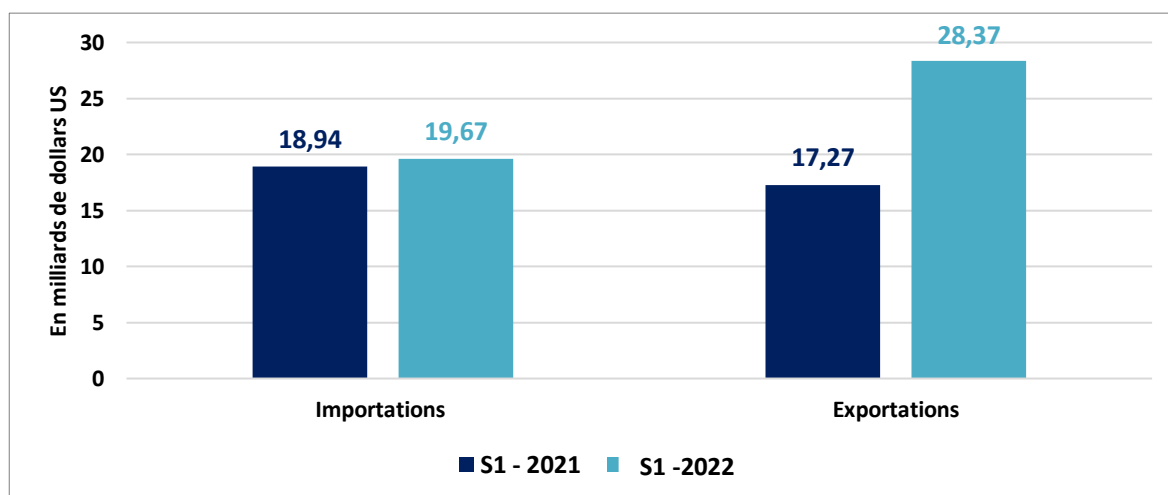


Figure 9 : Évolution des importations et des exportations

Concernant le déficit du poste des « services hors revenus des facteurs », il a connu une hausse au premier semestre 2022 de l'ordre de 312 millions de dollars comparativement au premier semestre 2021, atteignant ainsi 2,17 milliards de dollars contre 1,85 milliard de dollars au premier semestre 2021.

S'agissant du poste des revenus primaires (revenus des facteurs), son déficit s'est accentué, passant de 1,61 milliard de dollars au premier semestre 2021 à 2,33 milliards de dollars au premier semestre 2022. Cette hausse s'explique par la progression des transferts des associés de la compagnie nationale des hydrocarbures.

Quant au poste des revenus secondaires (transferts courants), il continue d'enregistrer des excédents et ce depuis plusieurs semestres, néanmoins le premier semestre 2022 a été marqué par un recul de l'excédent comparativement au même semestre de 2021. En effet ce dernier est passé de 1,13 milliard de dollars au premier semestre 2021 à 842 millions de dollars au premier semestre 2022.

Au total, sous l'effet de l'amélioration du solde de la balance commerciale au cours du premier semestre 2022, le solde du compte courant affiche un excédent de 5,05 milliards de dollars contre un déficit de 4,01 milliards de dollars au premier semestre 2021.

Parallèlement, le solde du compte capital et des opérations financières affiche, au cours du premier semestre 2022, un excédent de 8 millions de dollars contre un déficit de 373 millions de dollars au premier semestre 2021.

En ce qui concerne le poste des investissements directs nets, il a connu un excédent de 336 millions de dollars au premier semestre 2022 contre 445 millions de dollars au premier semestre 2021.

Ainsi, suite à ces évolutions favorables, le solde global de la balance des paiements a enregistré un excédent de 5,06 milliards de dollars au premier semestre 2022 contre un déficit de 4,38 milliards de dollars au premier semestre 2021.

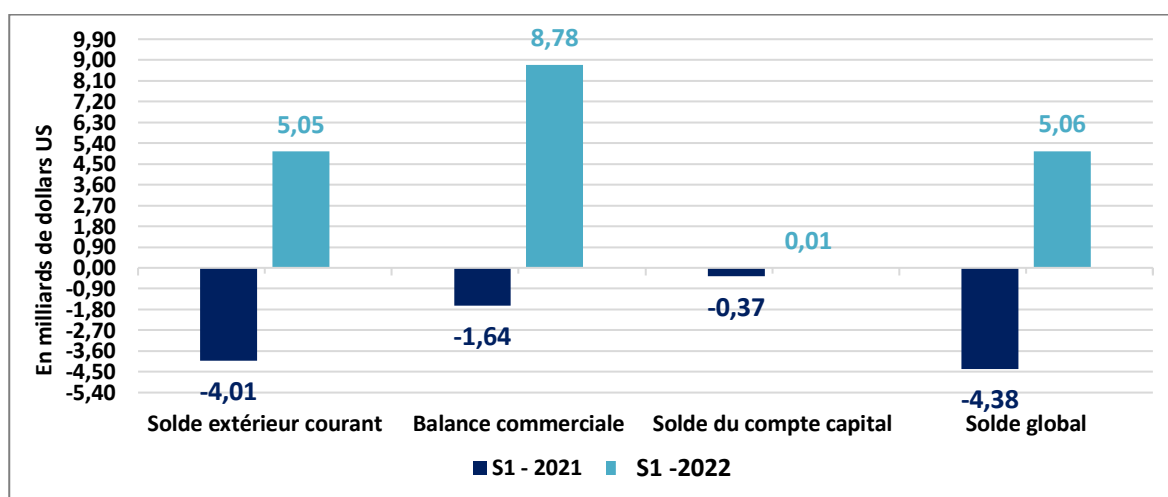


Figure 10 : Évolution des postes de la balance des paiements

2. Situation des réserves officielles de change

Les réserves officielles de change de l'Algérie (or monétaire non inclus) s'élèvent à 47,921 milliards de dollars US à fin juin 2022, dont 1,702 milliard de dollars US de swap or/devises, contre 45,296 milliards de dollars US à fin décembre 2021, soit en hausse de de 2,625 milliards de dollars US par rapport à fin 2021.

Hors DTS et or monétaire, les réserves de change se sont établies à fin juin 2022 à 43,769 milliards de dollars US, dont 1,702 milliard de dollars US de swap

or/devises contre 43,312 milliards de dollars US à fin mai 2022 et 41,382 milliards de dollars US à fin décembre 2021.

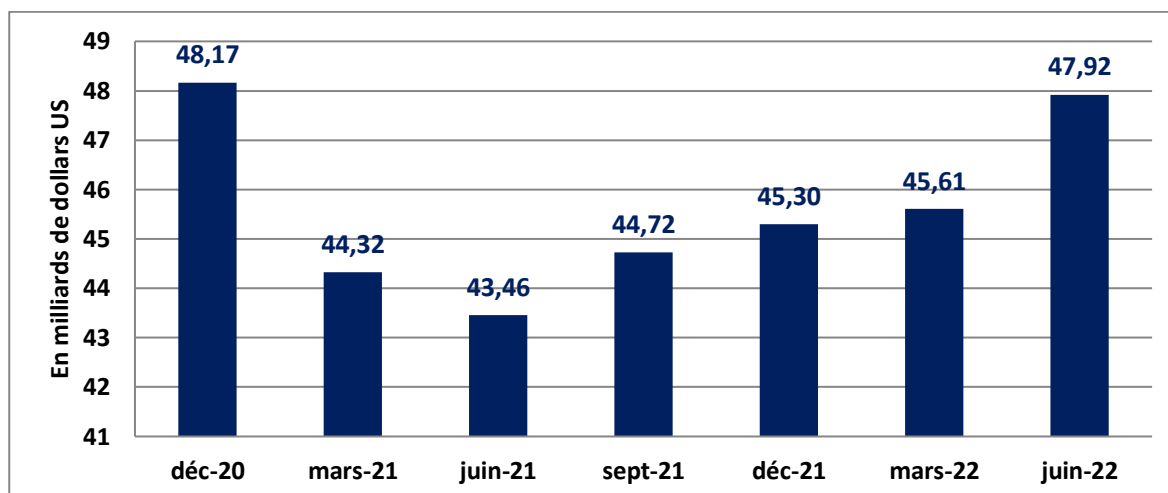


Figure 11 : Réserves de change y compris DTS

3. Dette extérieure

L'encours de la dette extérieure à moyen et long terme d'une durée supérieure à douze (12) mois, est évalué à fin juin 2022 à 1,329 milliard de dollars contre 1,473 milliard de dollars à fin 2021, soit en baisse de 144 millions de dollars. Quant à l'encours de la dette extérieure à court terme, d'une durée inférieure ou égale à 360 jours, est demeurée stable à fin juin 2022 par rapport à fin décembre 2021, soit 1,598 milliard de dollars (1,597 milliard de dollars à fin 2021).

Au total, l'encours de la dette extérieure, au premier semestre 2022, exprimé en équivalent dollars US, est estimé à 2,927 milliards de dollars contre 3,070 milliards de dollars à fin décembre 2021, en baisse de 143 millions de dollars.

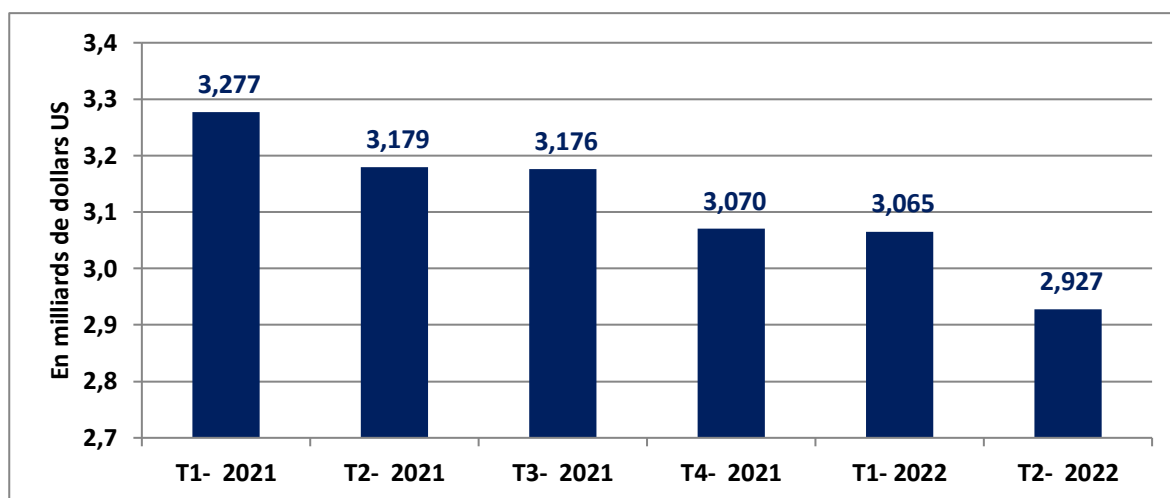


Figure 12 : Total de la dette extérieure

III. Activité économique nationale (1^{er} trimestre 2022)⁶

Après avoir enregistré une progression au cours des quatre trimestres de 2021, la reprise de l'activité économique nationale, entamée au cours de l'année de 2021 s'est poursuivie au cours du premier trimestre 2022 atteignant ainsi une croissance appréciable de 1,6 % par rapport à la même période de l'année 2021. Hors hydrocarbures, les secteurs ont rebondi plus rapidement, ramenant la croissance du PIB hors hydrocarbure en volume de 1,0 % au premier trimestre 2021 à 2,9 % au cours de la même période de 2022.

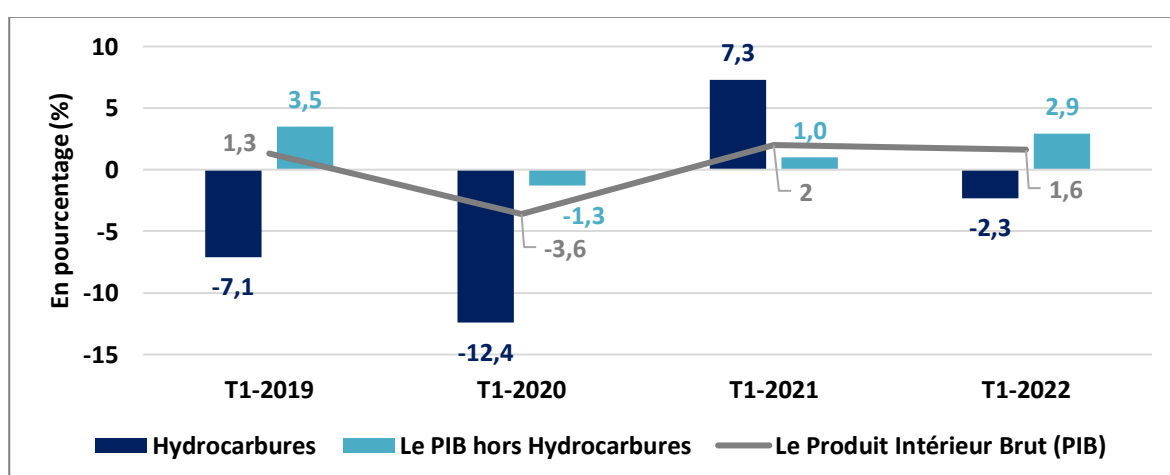


Figure 13 : Évolution annuelle du taux de croissance du PIB, PIBHH et du secteur des hydrocarbures

⁶ Source ONS : LES COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS -1^{er} trimestre 2022- Publication N°962

Au niveau sectoriel, la croissance économique au premier trimestre 2022 s'est caractérisée par une baisse de la valeur ajoutée réelle du secteur des hydrocarbures (-2,3 %) contre une hausse de 7,3 % durant la même période de l'année précédente. De même, le secteur du BTPH (y compris les services et travaux publics pétroliers) a accusé un léger recul pour atteindre 3,1 % au premier trimestre 2022 contre une croissance de 4,2 % à la même période de l'année précédente. Le premier secteur ayant contribué à la progression de l'activité économique et qui a enregistré une évolution remarquable au premier trimestre 2022, est celui des « services marchands » de 4,8 % par rapport à 0,4 % au premier trimestre 2021. Le deuxième secteur est celui de « l'industries » qui a connu une croissance appréciable de 4,3 % en volume contre 3,2 % durant le même trimestre 2021. Le secteur de « l'Agriculture » a lui aussi affiché une progression appréciable de l'ordre de 1,9% au lieu d'une croissance de 0,2 % durant la même période de l'année 2021. Quant au secteur des services non marchands, il a enregistré un taux de croissance de 2,9 % au premier trimestre 2022 contre 2,2 % durant le même trimestre de 2021.

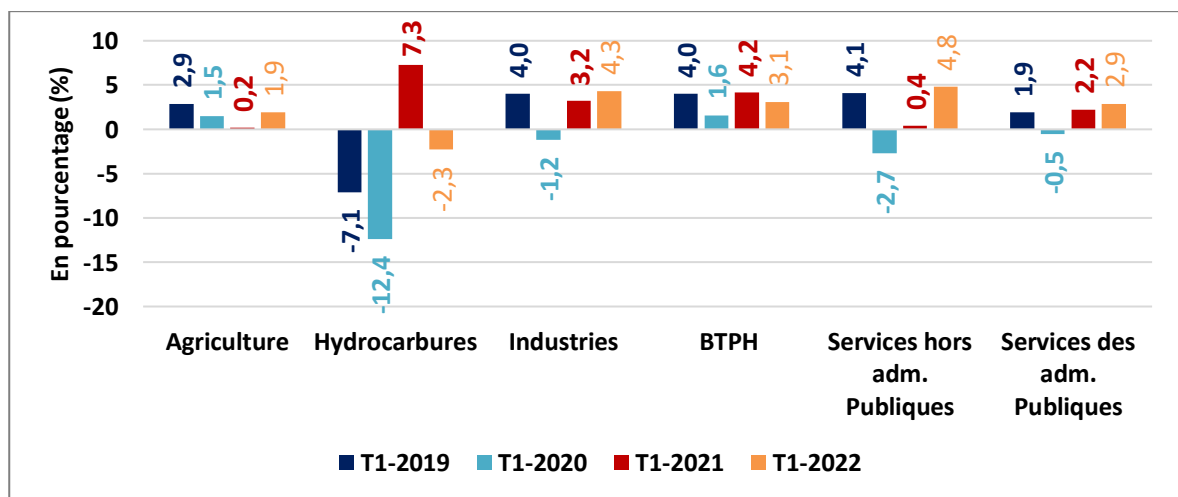


Figure 14 : Évolution de l'activité économique selon les grands secteurs d'activité

Du côté de la demande, la consommation des ménages a connu un léger recul atteignant 1,5 % au premier trimestre 2022 contre une croissance de 1,8 % au premier trimestre 2021. Par ailleurs, les importations de biens et services en volume

ont accusé un repli de 5,4 % au premier trimestre 2022, contre une baisse de 5,2 % enregistré au premier trimestre 2021. De même, les exportations totales en volume ont connu une baisse, passant de 6,1 % au premier trimestre 2021 à 1,1 % durant le même trimestre 2022.

IV. Situation monétaire

Au premier semestre 2022, la masse monétaire au sens M2 a connu un accroissement de 7,15 % par rapport à son niveau de décembre 2021, s'établissant ainsi à 21 488,2 milliards de dinars contre 20 053,5 milliards de dinars à fin 2021. Cette croissance résulte principalement de la hausse de l'agrégat M1 qui a augmenté de 6,66 % à fin juin 2022, passant ainsi de 13 590,3 milliards de dinars à fin 2021 à 14 495,3 milliards de dinars à fin juin 2022. De même, la quasi-monnaie a enregistré une croissance de l'ordre de 8,19 % au premier semestre 2022, où elle a atteint 6 992,9 milliards de dinars contre 6 463,2 milliards de dinars à fin 2021.

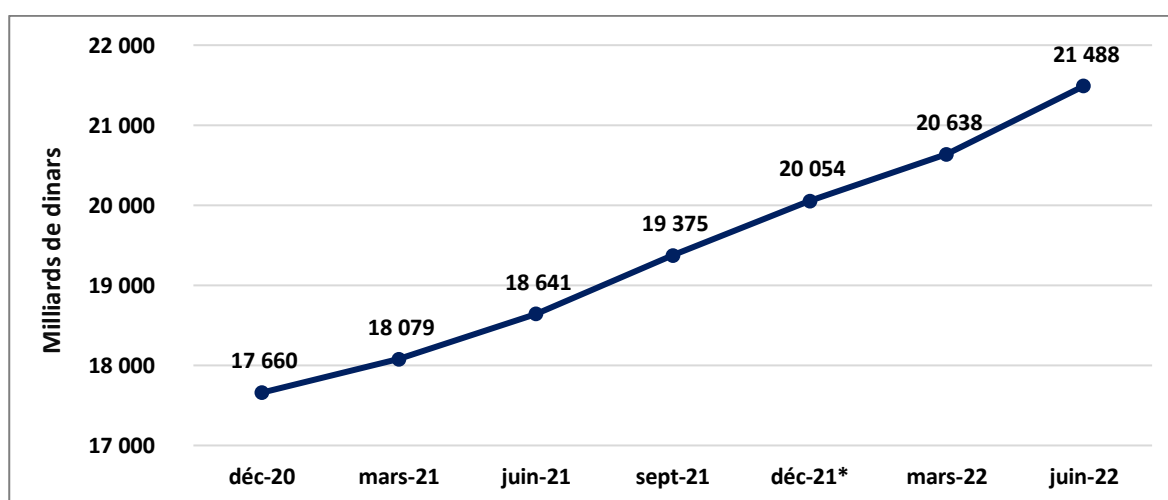


Figure 15 : Évolution de M2

Hors dépôts de l'entreprise nationale des hydrocarbures, la masse monétaire M2 a augmenté de 5,26 % à fin juin 2022. Quant aux dépôts de l'entreprise nationale des hydrocarbures dans les banques, ils ont augmenté de 41,61 %, passant de 1 046,5 milliards de dinars à fin 2021 à 1 481,9 milliards de dinars à fin juin 2022.

Avec une part de 33,15 % du total de la masse monétaire à fin juin 2022, la circulation fiduciaire hors banques, s'est accrue de 6,14 % par rapport à fin décembre 2021 atteignant ainsi 7 124,3 milliards de dinars à fin juin 2022 contre 6 712,2 milliards de dinars à fin décembre 2021.

L'évolution des dépôts à vue, à fin juin 2022, a été marquée par une hausse de 9,46 % par rapport à fin 2021 (+25,93 % une année auparavant), passant ainsi de 5 278,2 milliards de dinars à fin décembre 2021 à 5 777,7 milliards de dinars à fin juin 2022. Cet accroissement est dû essentiellement à la hausse des dépôts à vue de l'entreprise nationale des hydrocarbures de (53,21 %), soit une contribution de 77,32 % à la hausse du total des dépôts à vue.

Par secteur juridique, les dépôts à vue du secteur public ont progressé de 17,15 % à fin juin 2022 par rapport à fin 2021, atteignant 2 842,9 milliards de dinars contre 2 426,7 milliards de dinars à fin décembre 2021. De même, les dépôts à vue des entreprises privées et des ménages ont enregistré des hausses respectives de 11,91 % et 4,20 % au premier semestre 2022.

Il convient de rappeler qu'à fin juin 2022 les dépôts à vue représentent 26,89 % de la masse monétaire contre 26,32 % à fin décembre 2021.

Représentant 32,54 % du total de la masse monétaire à fin juin 2022, la Quasi-monnaie (dépôts à terme) s'est établie à 6 992,9 milliards de dinars, en croissance de 8,19 % par rapport à fin décembre 2021.

À fin juin 2022, les dépôts à terme en dinars du secteur public, des entreprises privées et des ménages ont connu des hausses respectives de 14,58 %, 7,05 % et 2,93 %. Quant aux dépôts à terme en devises du secteur public et des ménages, à fin juin 2022, ils ont enregistré des diminutions respectives de 35,62 % et 0,68 %. À l'inverse, les dépôts en devises des entreprises privées, ont progressé de 56,12 %.

La structure des dépôts à terme indique que les dépôts en dinars représentent 84,37 % du total des dépôts à terme, et que ceux en devises représentent 15,63 % du total des dépôts à terme à fin juin 2022, contre respectivement, 85,36 % et 14,64 % à fin décembre 2021.

Les situations provisoires des dépôts aux CCP et au Trésor indiquent une baisse de l'ordre de 0,41 % par rapport à leurs niveaux de décembre 2021. Cette diminution résulte essentiellement de celle des dépôts auprès du Trésor (-28,65 %).

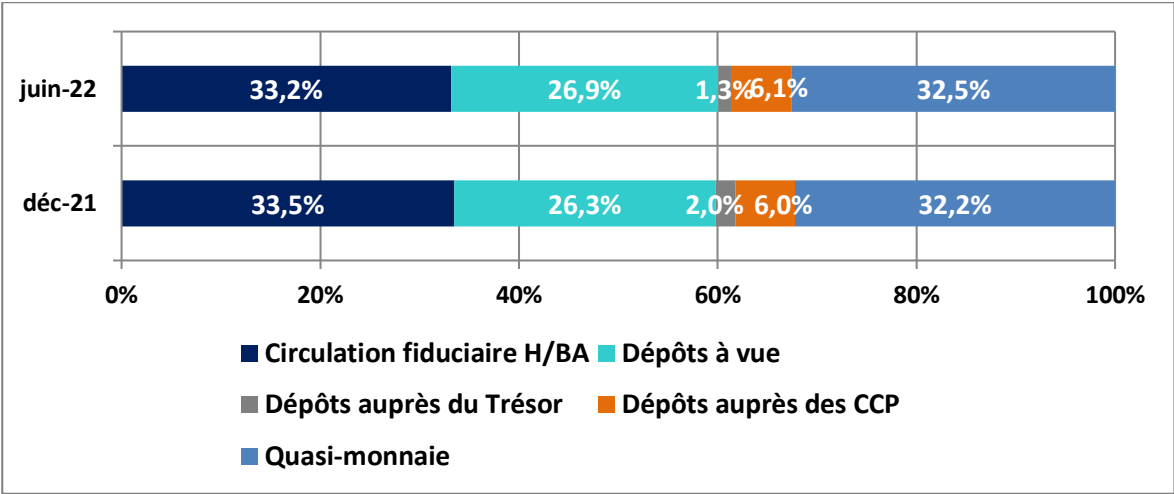


Figure 16 : Structure de la masse monétaire

Les avoirs extérieurs nets ont enregistré un taux de croissance de 11,88 % au premier semestre 2022, passant ainsi de 6 559,1 milliards de dinars à fin 2021 à 7 338,1 milliards à fin juin 2022. Cette croissance est principalement due à un effet de taux de change résultant de la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar.

En termes de volume, les crédits nets à l'Etat ont atteint un montant total de 13 437,1 milliards de dinars à fin juin 2022, contre 12 908,7 milliards de dinars à fin 2021, soit une augmentation de 4,09 % du fait de la hausse des crédits nets à l'État accordés par les banques commerciales qui sont passés de 5 192,6 milliards de dinars à fin 2021 à 5 786,2 milliards de dinars à fin juin 2022, à savoir une croissance de 11,43 %. Ainsi, cet accroissement est le résultat de la hausse de l'encours du portefeuille de titres publics des banques suite au rachat des crédits

syndiqués des entreprises publiques par le Trésor sous forme d'obligations rachetées.

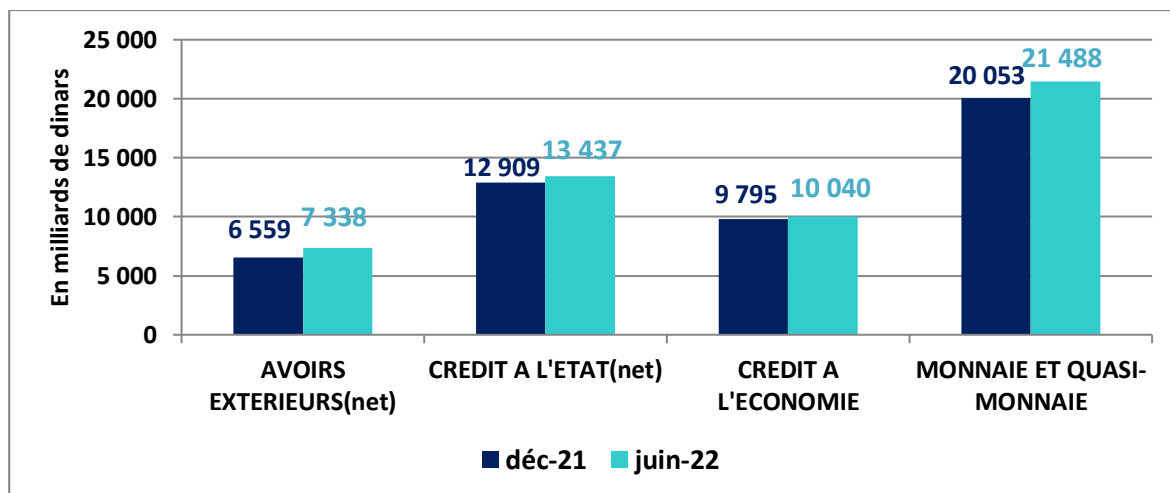


Figure 17 : Masse monétaire et ses contreparties

Quant aux crédits accordés à l'économie, ils ont connu une hausse de 2,50 %, pour s'établir à près de 10 039,9 milliards de dinars à fin juin 2022 contre 9 794,7 milliards de dinars à fin décembre 2021.

S'agissant de l'encours des crédits accordés aux entreprises publiques et ceux accordés aux ménages, ils ont connu respectivement une hausse de 4,31 % et 5,15 %, tandis que ceux octroyés aux entreprises privées ont augmenté de 1,08 % et ce entre juin 2022 et décembre 2021.

Par secteur juridique, les crédits accordés au secteur public ont atteint 4 287,6 milliards de dinars à fin juin 2022 contre 4 144,2 milliards de dinars à la fin de 2021, soit une hausse de 3,46 %. Au total, les crédits accordés au secteur privé, y compris les ménages, s'élèvent à 5 752,3 milliards de dinars à fin juin 2022, contre 5 650,5 milliards de dinars à fin 2021, soit une hausse de 1,80 %.

L'analyse de la structure des crédits par secteur juridique montre que 57,29 % des crédits sont accordés au secteur privé (dont 10,49% aux ménages) et 42,71 % au secteur public à fin juin 2022, contre, respectivement, 57,69 % (dont 10,22 % aux ménages) et 42,31 %, à fin 2021.

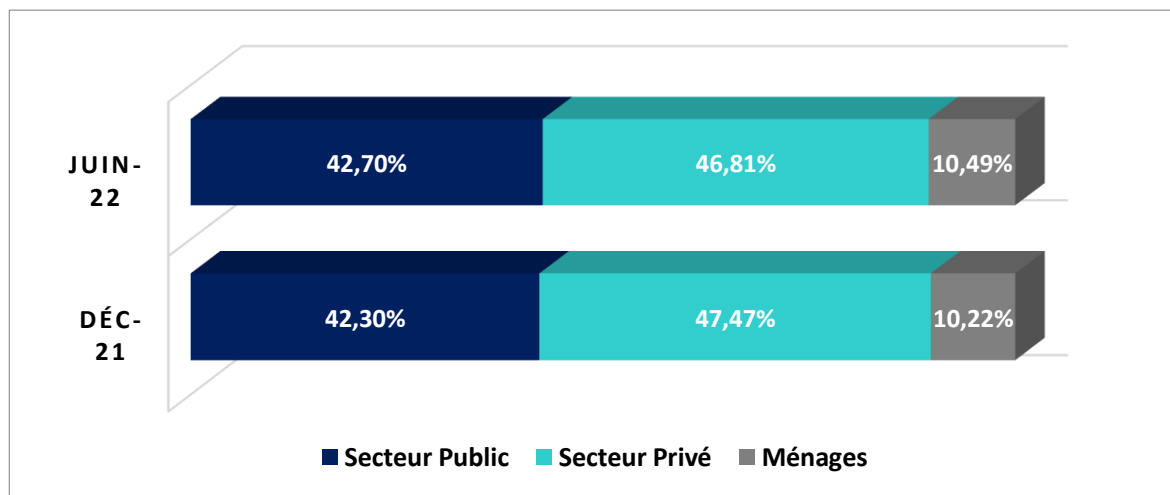


Figure 18 : Évolution des crédits à l'économie par secteur

Par maturité, les crédits à moyen et long termes ont atteint 6 395,5 milliards de dinars à fin juin 2022 contre 6 230,9 milliards de dinars à fin décembre 2021, soit une hausse de 2,64 % (avec une part de 63,70 % du total des crédits octroyés). De même, les crédits à court terme ont enregistré une augmentation de 2,26 %, passant ainsi de 3 563,8 milliards de dinars à fin 2021 à 3 644,3 milliards de dinars à fin juin 2022 (avec une part de 36,30 % du total des crédits octroyés).

V. Liquidité bancaire

La liquidité globale des banques, à fin juin 2022, s'élève à 1 845,6 milliards de dinars contre 1 331,9 milliards de dinars à fin décembre 2021 (551,3 milliards de dinars à fin juin 2021), soit une hausse de liquidité de 513,7 milliards de dinars intervenue au cours du mois de juin 2022, par rapport à fin 2021. Comparativement à juin 2021, la liquidité bancaire à augmenter de 1 294,3 milliards de dinars.

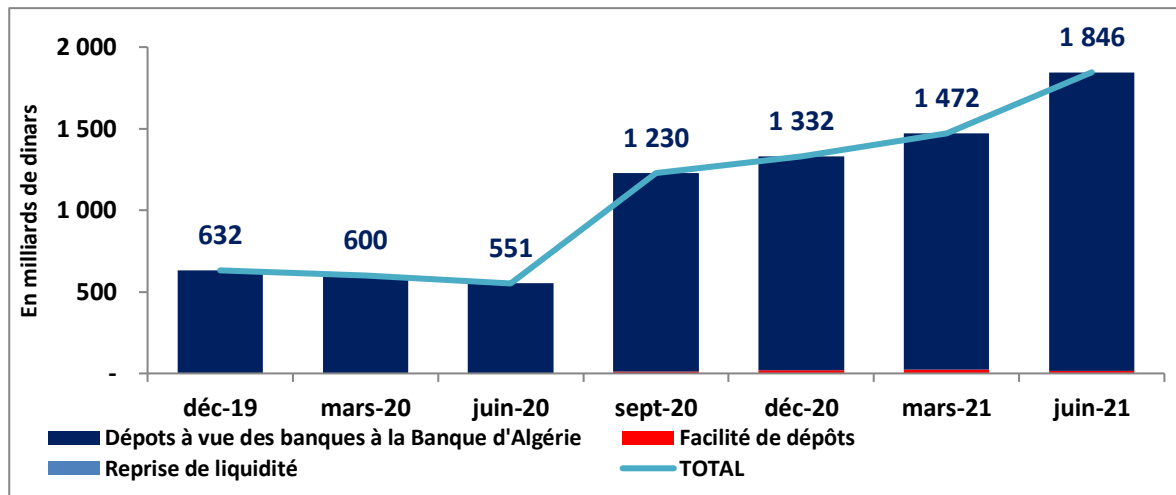


Figure 19 : Évolution de la liquidité bancaire

Il est à rappeler que sous l'effet de la contraction de la liquidité bancaire amorcée au quatrième trimestre de 2019, la Banque d'Algérie a pris une série de mesures pour libérer une marge de liquidité supplémentaire dans le système bancaire, et mettre ainsi à la disposition des banques et établissements financiers des moyens supplémentaires d'appui au financement de l'économie nationale à des coûts raisonnables. Ces mesures ont été les suivantes :

- A. L'abaissement du taux de la réserve obligatoire par quatre (05) fois de 12 % à 10 % le 15 décembre 2019, de 10 % à 8 % le 15 mars 2020, de 8 % à 6 % le 15 mai 2020, de 6 % à 3 % le 15 septembre 2020 et de 3 % à 2 % le 15 février 2021 ;
- B. L'abaissement de 50 points de base (0,50 %) du taux directeur de la Banque d'Algérie pour le fixer à 3,25 % à partir du 15 mars 2020 puis à 3 % à partir du 29 avril 2020 ;
- C. Augmentation des seuils de refinancement des titres publics négociables.

Enfin, pour soutenir le plan de relance économique, la Banque d'Algérie a mis en place, le premier juillet 2021, un programme spécial de refinancement, d'une durée d'une année, renouvelable deux fois, au taux directeur et plafonné à 2 100 milliards de dinars.

Ces mesures ont permis de maintenir la stabilité du système financier en contexte de chocs exogènes sur l'économie nationale, particulièrement les impacts de la pandémie du Covid-19 et la baisse des prix du pétrole.

VI. Évolution du taux de change

Entre décembre 2021 et juin 2022, le cours de change de l'euro face au dollar est passé de 1,1304 dollars à 1,0566 dollars, soit une dépréciation de 6,5 %.

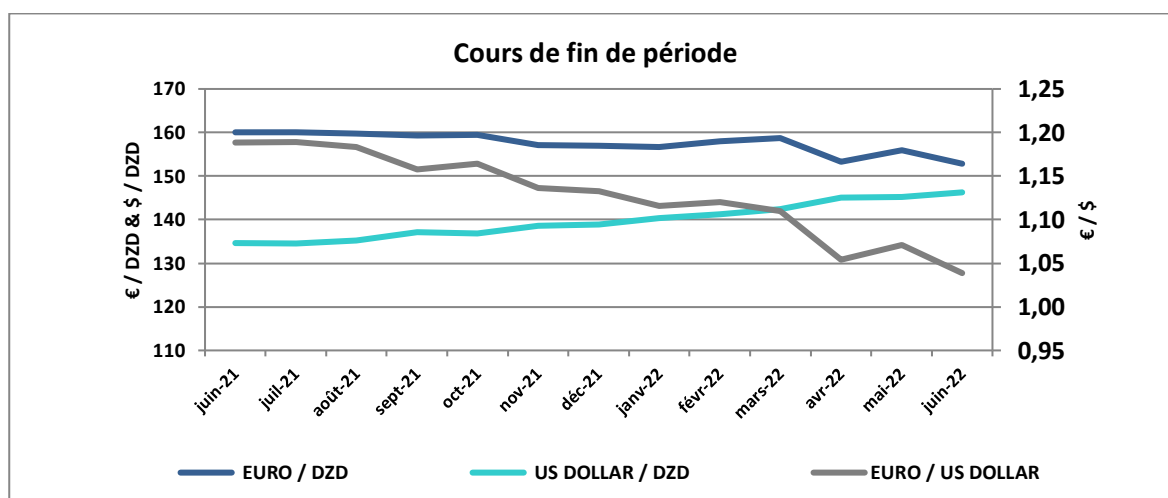


Figure 20 : Cours mensuel de fin de période

Le cours de fin de période, à fin décembre 2021 et fin juin 2022, de l'euro face au dollar s'est déprécié de 8,3 % passant ainsi de 1,1326 dollars à fin décembre 2021 à 1,0387 dollars à fin juin 2022. Le dinar a connu une appréciation de 2,72 % face à l'euro, passant ainsi de 157,0045 dinars pour un euro à fin décembre 2021 à 152,8406 dinars pour un euro à fin juin 2022, et une dépréciation de 5,08 % face au dollar passant ainsi de 138,8376 dinars pour un dollar à 146,2729 dinars pour un dollar entre fin décembre 2021 et fin juin 2022.

En terme effectif, le taux de change effectif nominal (TCEN) de l'Algérie enregistre une appréciation de 5,9 % au mois de juin 2022, comparativement au même mois de l'année 2021. Par rapport au mois de décembre 2021, cet indice s'est apprécié de 2,7 %.

Enfin, le taux de change effectif réel (TCER) a connu une appréciation de 5,5 % entre le mois de juin 2021 et le mois de juin 2022.

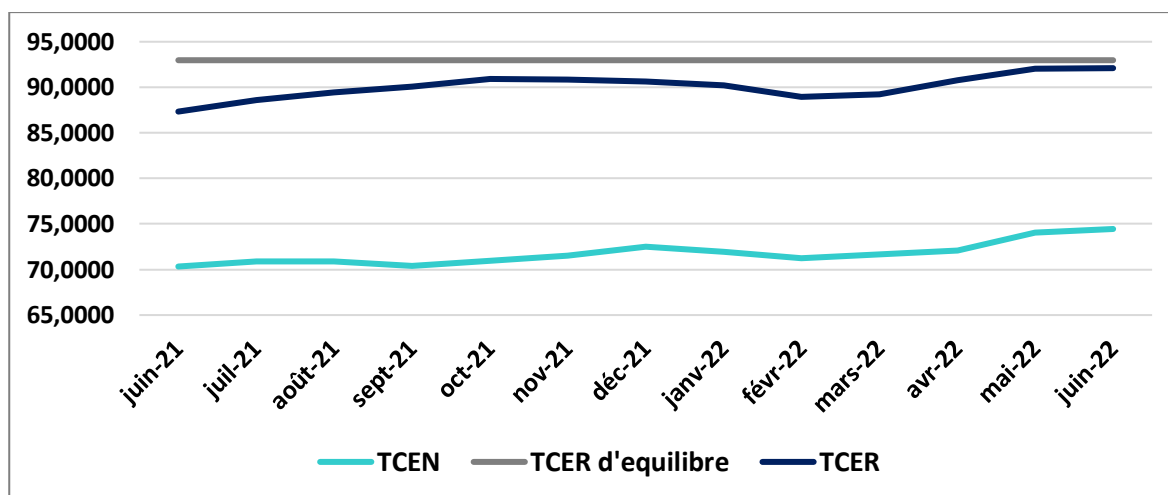


Figure 21 : Evolution de l'indice du TCEN et du TCER

VII. Inflation

1. Indice national des prix à la consommation

Durant les six premiers mois de 2022 et par rapport à la même période de l'année d'avant, l'indice des prix à la consommation national a connu une augmentation de 10,07 %. L'indice a progressé de 5,33 points de pourcentage en une année pour atteindre 256,88 points au premier semestre 2022, base 100 en 2001. Par groupes de produits, le niveau des prix du groupe « Alimentation et boissons non alcoolisées » a enregistré une accélération de 14,14 % au premier semestre 2022, la plus forte depuis le premier semestre 2012 (13,70 % au premier semestre 2012). Également, une hausse est observée pour le groupe « Divers » qui a affiché une variation du niveau des prix de 13,57 % (la plus élevée après celle enregistrée au premier semestre 2011 à 13,89 %), de même que pour le groupe « Éducation, culture et loisirs » dont le niveau des prix a augmenté de 12,48 % au premier semestre 2022 (après 10,76 % au deuxième semestre 2019).

En glissement semestriel, l'indice national global des prix a marqué une progression de 5,38 %, le plus haut niveau d'inflation après celui enregistré au premier semestre 2012 (5,84 %).

2. Indice des prix à la consommation de la Ville d'Alger

Par rapport au même semestre de l'année précédente, l'inflation globale du Grand Alger s'est accélérée de 3,99 points de pourcentage pour atteindre 9,65 % au premier semestre 2022. Cette accélération des prix reflète la forte hausse des prix de trois catégories de biens, à savoir, les prix des biens alimentaires, qui ont marqué une augmentation de 14,43 % au premier semestre 2022 contre 6,64 % au premier semestre de l'année 2021, ce qui est attribuable à la forte croissance des prix des produits alimentaires industriels avec un taux de 15,67 %, suivie par la hausse des prix des produits agricoles frais qui ont inscrit une évolution de 13,16 % au premier semestre 2022. Également, l'inflation des prix des biens manufacturés a progressé de 7,03 % au premier semestre de 2022, contre 6,39 % au même semestre de l'année précédente. De même, les prix des services ont évolué de 3,27 % au premier semestre 2022, contre 1,64 % au premier semestre 2021.

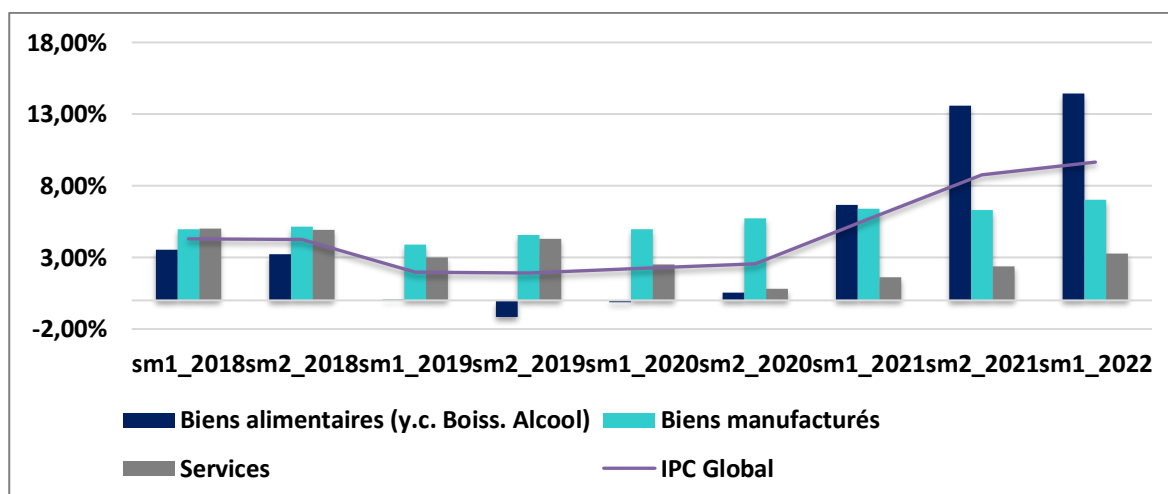


Figure 22 : Variation annuelle des prix à la consommation par catégories de biens

Par groupes de produits, la variation des prix des biens alimentaires s'est caractérisée par une forte croissance de 14,43 % au premier semestre 2022, contre

6,65 % au premier semestre de l'année 2021. L'évolution des prix des produits non alimentaires de 5,89 % est due principalement à l'accélération des prix de deux groupes de produits, à savoir ceux du groupe « Divers » avec une croissance des prix sur une année de 12,22 %, contre 10,19 % au premier semestre 2021, et le groupe « Éducation, culture et loisirs » dont la variation des prix a enregistré 10,20 % au premier semestre 2022, contre 6,63 % au même semestre de l'année précédente. De plus, l'inflation des prix des produits à fort contenu d'import a progressé de 17,38 % au premier semestre 2022, contre 4,13 % à la même période de l'année précédente. De même, les prix des produits réglementés ont affiché une croissance positive de 7,75 % au premier semestre 2022, contre 4,68 % au premier semestre 2021. En terme de contribution, les trois catégories de biens composant le panier de consommation ont contribué positivement à l'évolution de l'indice global. Les biens alimentaires ont contribué à hauteur de 65,88 % contre 51,20 % au premier semestre 2021. En recul de 15,32 points de pourcentage en une année, les biens manufacturés ont participé de 28,38 % dans l'inflation globale au premier semestre 2022. Quant aux services, ils ont généré 5,75 % de l'inflation globale, pour un poids de 16,98 %.

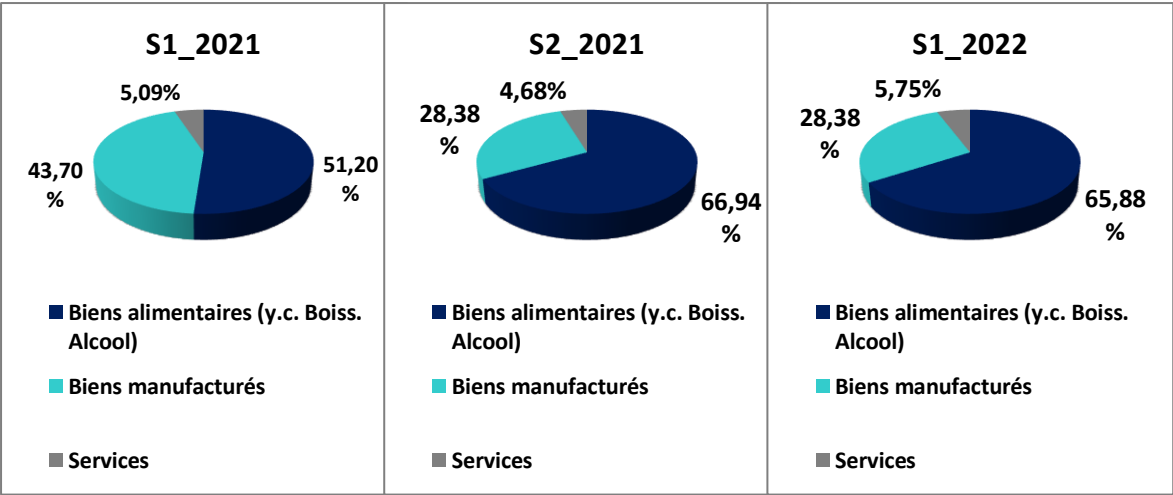


Figure 23 : Contributions à l'inflation globale en glissement annuel

En glissement semestriel, l'inflation globale s'est accélérée pour atteindre un taux de 4,74 % au premier semestre 2022, le plus haut niveau d'inflation après celui

enregistré au premier semestre 2012 de 5,54 %. La hausse des prix des biens alimentaires a légèrement ralenti au premier semestre 2022 à 6,83% sur un semestre, après 7,11 % enregistré au deuxième semestre 2021, freinée notamment par la décélération des prix des produits agricoles frais de 3,01 points de pourcentage, enregistrant un taux de 4,88 % au premier semestre 2022.

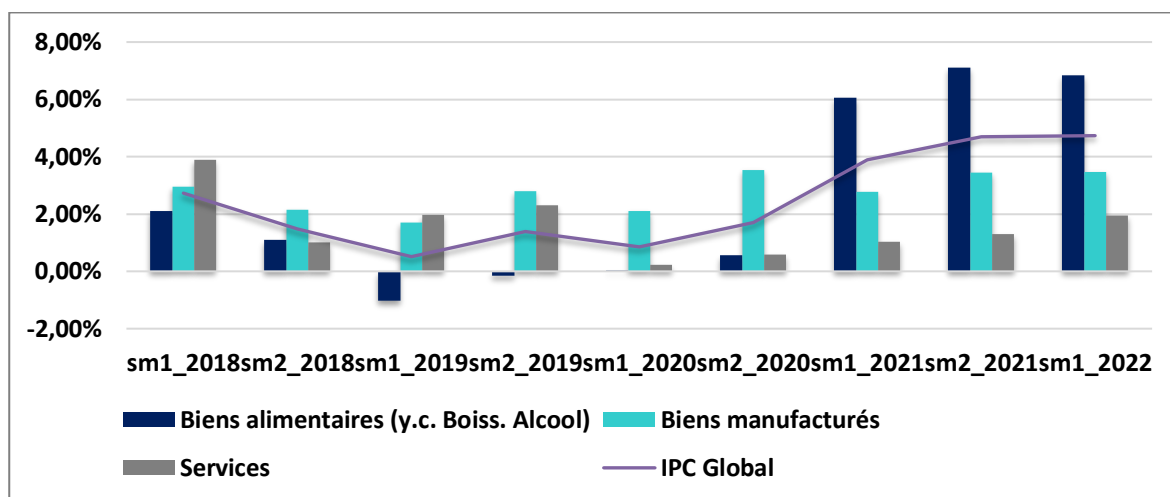


Figure 24 : Variation semestrielle des prix à la consommation par catégories de biens

Par groupes de produits, l'accélération des prix a concerné tous les groupes de produits à l'exception des groupes « Éducation, culture et loisirs », « Meubles et Articles d'Ameublement » et « Alimentation et boissons non alcoolisées » qui ont marqué une décélération, avec des taux respectifs de 3,92 %, 2,79 % et 6,84 % au premier semestre 2022.

VIII. Finances publiques

Au premier semestre 2022, les recettes budgétaires ont augmenté de 296,6 milliards de dinars par rapport au premier semestre 2021 enregistrant un total de 4 017,4 milliards de dinars à fin juin 2022 contre 3 720,8 milliards de dinars à fin juin 2021, soit une hausse de 8,0 %. Cette augmentation des recettes

budgetaires résulte de la hausse des recettes des hydrocarbures de 1 041,2 milliards de dinars.

Sous l'effet de la hausse considérable des prix du pétrole, les recettes des hydrocarbures ont enregistré une forte reprise de 81% au mois de juin 2022 par rapport au même mois de l'année précédente. En valeur, elles s'établissent à 2 327,2 milliards de dinars contre 1 286,0 milliards de dinars à fin juin 2021. Les recettes des hydrocarbures rapportées aux recettes budgétaires totales, ont atteint 55,9 % au premier semestre 2022 contre 35,0 % au premier semestre 2021.

Le premier semestre 2022 a enregistré un total des recettes hors hydrocarbures de 1 690,2 milliards de dinars contre 2 434,8 milliards au premier semestre 2021, en baisse de 30,6 % par rapport à fin juin 2021. Leur part dans les recettes budgétaires totales est passée de 65,4 % à fin juin 2021 à 42,1 % à fin juin 2022. Elles financent 42,1 % des dépenses totales, contre 57,8 % à fin juin 2021 et ne couvrent les dépenses courantes qu'à hauteur de 53,1 % alors qu'elles les couvraient à 75,9 % à fin juin 2021.

Les recettes fiscales, qui représentent 90,1 % des recettes hors hydrocarbures, ont augmenté de 9,6 % (+133,4 milliards de dinars) au premier semestre 2022 pour atteindre 1 523,3 milliards de dinars contre 1 389,9 milliards au premier semestre 2021. Cette croissance des recettes fiscales résulte principalement de la hausse des impôts sur les biens et services (59,8 milliards de dinars) et des impôts sur les revenus et les bénéfices (46,2 milliards de dinars).

Quant aux recettes non fiscales, elles ont atteint 166,9 milliards de dinars à fin juin 2022 contre 1 044,9 milliards de dinars à fin juin 2021, soit en baisse de 878,0 milliards par rapport à fin juin 2021 (-84,0 %). La part des recettes non fiscales dans les recettes hors hydrocarbures a chuté pour s'établir à 9,9 % à fin juin 2022 contre 42,9 % une année auparavant.

Les dépenses budgétaires totales ont fortement diminué de 4,7 % au premier semestre 2022 et s'établissent à 4 012,6 milliards de dinars contre 4 212,2 milliards

de dinars au premier semestre 2021 (-199,5 milliards de dinars). Cette baisse des dépenses budgétaires résulte principalement du recul des dépenses en capital de -177,3 milliards de dinars qui s'établissent à 828,5 milliards de dinars à fin juin 2022 contre 1 005,8 milliards de dinars à fin juin 2021.

Au total, au premier semestre 2022, le solde budgétaire s'est nettement amélioré et enregistre pour la première fois depuis fin 2014 un excédent de 4,8 milliards de dinars contre un déficit de 491,3 milliards de dinars une année auparavant. Cette situation appréciable du solde budgétaire résulte de l'augmentation des recettes budgétaires totales, principalement les recettes des hydrocarbures, et de la baisse des dépenses budgétaires totales.

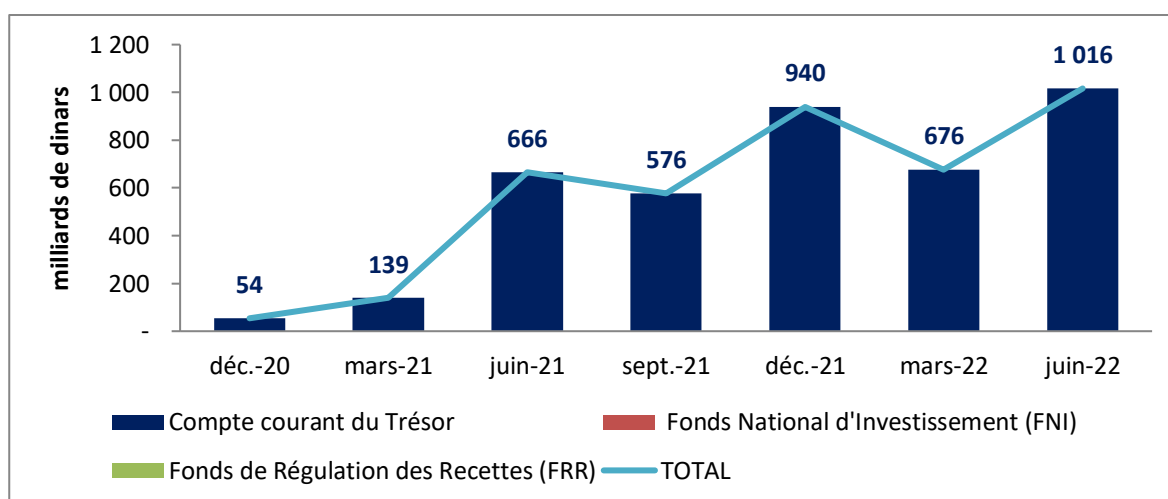


Figure 25 : Dépôts du Trésor à la Banque d'Algérie

Avec une forte baisse des prêts nets du Trésor de 190,3 milliards de dinars, le déficit global a atteint 191,5 milliards de dinars au premier semestre 2022 contre 903,7 milliards de dinars un an auparavant, soit une réduction du déficit global de 712,2 milliards de dinars (-78,8 %).

Par ailleurs, le compte du Trésor public à la Banque d'Algérie a été crédité, entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2022, par l'entreprise nationale des hydrocarbures de 2 233,2 milliards de dinars au titre de la fiscalité pétrolière, en hausse de 965,3 milliards de dinars par rapport au premier semestre de 2021 où la fiscalité pétrolière a engrangé 1 257,9 milliards de dinars.

Annexes : Indicateurs monétaires et financiers

(Premier semestre 2022)

- 1. Balance des paiements**
- 2. Dette extérieure**
- 3. Réserves de change**
- 4. Finances publiques**
- 5. Liquidité du Trésor**
- 6. Situation monétaire**
- 7. Structure des dépôts**
- 8. Répartition des crédits à l'économie par maturité**
- 9. Répartition des crédits à l'économie par secteurs**
- 10. Evolution de la liquidité bancaire**
- 11. Indicateurs du marché monétaire (fin de période)**
- 12. Evolution du taux de change du dinar algérien**

1 - BALANCE DES PAIEMENTS : EN MILLIARDS DE DOLLARS US

	2021 *						2022 *		
	S1*	T3*	9 mois*	T4*	S2*	Année*	T1*	T2*	S1*
Solde extérieur courant	-4,008	-0,812	-4,819	0,229	-0,582	-4,590	1,781	3,267	5,049
Balance commerciale	-1,669	0,879	-0,790	1,884	2,763	1,094	3,447	5,252	8,699
Exportations (f.o.b.)	17,273	9,907	27,179	11,379	21,286	38,558	13,144	15,221	28,365
Hydrocarbures	15,491	8,612	24,104	9,954	18,567	34,058	11,718	13,567	25,285
Autres	1,781	1,294	3,075	1,425	2,719	4,500	1,426	1,655	3,080
Importations (f.o.b.)	-18,942	-9,028	-27,970	-9,495	-18,523	-37,464	-9,697	-9,970	-19,667
Services hors revenus des facteurs, net	-1,853	-0,866	-2,719	-0,906	-1,773	-3,626	-1,051	-1,114	-2,165
Crédits	1,658	0,708	2,366	0,855	1,563	3,221	0,951	0,809	1,760
Débits	-3,511	-1,575	-5,086	-1,761	-3,336	-6,847	-2,002	-1,923	-3,925
Revenus des facteurs, net	-1,613	-1,347	-2,960	-1,052	-2,399	-4,012	-1,080	-1,247	-2,327
Crédits	0,329	0,181	0,510	0,179	0,360	0,689	0,121	0,164	0,285
Débits	-1,942	-1,528	-3,470	-1,231	-2,759	-4,701	-1,201	-1,411	-2,612
Paiements des intérêts	-0,067	-0,048	-0,115	-0,017	-0,065	-0,132	-0,004	-0,013	-0,017
Autres	-1,875	-1,480	-3,354	-1,214	-2,694	-4,568	-1,197	-1,398	-2,595
dont: Part des associés de comp.nat	-1,516	-0,688	-2,204	-0,838	-1,526	-3,042	-1,034	-1,199	-2,232
Transferts, net	1,127	0,523	1,651	0,303	0,827	1,954	0,465	0,377	0,842
Crédits	1,288	0,561	1,849	0,464	1,025	2,313	0,553	0,481	1,034
Débits	-0,161	-0,037	-0,198	-0,161	-0,198	-0,359	-0,088	-0,104	-0,192
Solde du compte capital	-0,373	2,715	2,342	0,769	3,484	3,111	-0,998	1,006	0,008
Compte capital	-0,053	0,000	-0,053	0,000	0,000	-0,053	-0,015	0,000	-0,015
Investissements directs	0,445	0,162	0,607	0,314	0,476	0,921	0,152	0,184	0,336
Capitaux officiels (net)	-0,190	0,048	-0,143	-0,087	-0,039	-0,230	-0,012	-0,012	-0,023
Tirage MLT	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Amortissement MLT	-0,035	-0,008	-0,043	-0,069	-0,077	-0,112	-0,005	-0,042	-0,047
Tirage CT	1,315	0,696	2,011	0,699	1,395	2,710	0,653	0,698	1,351
Amortissement CT	-1,471	-0,640	-2,111	-0,717	-1,357	-2,828	-0,659	-0,668	-1,327
Autres postes financiers (net)	-0,574	2,506	1,932	0,542	3,047	2,473	-1,124	0,833	-0,290
dont: Solde monnaie fiduciaire	-0,131	-0,052	-0,183	-0,085	-0,138	-0,268	-0,198	-0,002	-0,200
dont: Solde créances	-0,474	0,007	-0,467	0,669	0,676	0,202	-0,845	0,847	0,002
dont: Swap or		-0,102	-0,102	-0,030	-0,132	-0,132			
dont: allocations en DTS		2,665	2,665		2,665	2,665			
dont: erreurs et omissions	0,030	-0,011	0,019	-0,012	-0,023	0,007	-0,081	-0,012	-0,093
Solde global	-4,380	1,904	-2,477	0,998	2,902	-1,479	0,783	4,273	5,056
Financement	4,380	-1,904	2,477	-0,998	-2,902	1,479	-0,783	-4,273	-5,056
Augmentations des réserves brutes	4,371	0,740	5,111	-0,965	-0,224	4,146	-0,819	-4,273	-5,092
(-)									
Rachats au FMI									
Autres créances	0,038	0,021	0,059		0,021	0,059	0,036		0,036
Allocation DTS par FMI		-2,665	-2,665		-2,665	-2,665			
Position de réserves au FMI	-0,028		-0,028	-0,034	-0,034	-0,062			

* Données préliminaires

2 – DETTE EXTERIEURE

En milliards de dollars US	Total dette extérieure
déc.-13	3,396
déc.-14	3,735
déc.-15	3,021
déc.-16	3,849
déc.-17	3,989
déc.-18	4,006
déc.-19	3,836
1 er Trim. 2020	3,713
2 ème Trim. 2020	3,821
3 ème Trim. 2020	3,553
4 ème Trim. 2020	3,449
1 er Trim. 2021	3,277
2 ème Trim. 2021	3,179
3 ème Trim. 2021	3,176
4 ème Trim. 2021	3,070
1 er Trim. 2022	3,065
2 ème Trim. 2022	2,927

3 - RESERVES DE CHANGE

en millions de USD	déc-20	mars-21	juin-21	sept-21	déc-21	mars-22	juin-22
Réserve y compris DTS	48 167,3	44 322,9	43 463,7	44 723,6	45 295,7	45 606,5	47 921,1

4 – INDICATEURS DES FINANCES PUBLIQUES

En milliards de Dinars

DESIGNATION	2018	2019	2020	2021	2021	2022*
	à fin déc	à fin déc	à fin déc	à fin déc*	à fin juin	à fin juin*
- RECETTES BUDGETAIRES	6 751,4	6 601,6	5 640,9	6 597,5	3 720,8	4 017,4
RECETTES HYDROCARBURES	2 887,1	2 668,5	1 921,6	2 609,2	1 286,0	2 327,2
RECETTES HORS HYDROCARBURES	3 864,3	3 933,1	3 719,4	3 981,9	2 434,8	1 690,2
RECETTES FISCALES	2 648,5	2 843,5	2 625,2	2 762,0	1 389,9	1 523,3
RECETTES NON FISCALES	1 215,8	1 089,6	1 094,2	1 226,4	1 044,9	166,9
DIVIDENDES DE LA BANQUE D'ALGERIE	1 000,0	800,0	800,0	900,4	900,4	-
Dons	0,0	0,0	0,0	6,5	0,0	0,0
- TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	7 899,1	7 741,3	6 902,9	7 436,1	4 212,2	4 012,7
DEPENSES COURANTES	4 670,3	4 895,2	5 009,3	5 479,7	3 206,3	3 184,1
DEPENSES EN CAPITAL	3 228,8	2 846,1	1 893,5	1 956,4	1 005,8	828,5
- FONDS D'ASSAINISSEMENT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- SOLDE BUDGETAIRE	-1 147,7	-1 139,8	-1 261,9	-838,6	-491,3	4,76
- SOLDE GLOBAL DU TRESOR	-1 672,7	-1 964,6	-2 198,5	-1 588,8	-903,7	191,5
- FINANCEMENT	1 672,7	1 964,6	2 198,5	1 588,8	903,7	-191,5
BANCAIRE	1 301,1	1 694,1	1 836,1	3 414,2	-13,5	370,5
NON BANCAIRE	374,6	272,2	364,2	-1 818,6	918,1	-173,8
EXTERIEUR (NET)	-2,9	-1,7	-1,8	-6,7	-1,0	-5,20

Source : Ministère des Finances

(*) : Situations provisoires

5 - SITUATION DES DEPÔTS DU TRESOR A LA BANQUE D'ALGERIE

Milliards de Dinars	déc.-20	juin-21	sept.-21	déc.-21	mars-22	juin-22
Solde du compte courant du Trésor	54,06	666,14	575,75	939,81	675,71	1 016,4
Solde du compte Fonds National d'Investissement (FNI)	-	-	-	-	-	-
Solde du compte Fonds de Régulation des Recettes (FRR)	-	-	-	-	-	-
TOTAL	54,056	666,140	575,753	939,815	675,711	675,711

6 - SITUATION MONETAIRE : EN MILLIARDS DE DINARS

	déc-20	juin-21	sept-21	déc-21*	mars-22*	juin-22*
AVOIRS EXTERIEURS(net)	6 518,2	6 056,0	6 358,9	6 559,1	6 774,5	7 338,1
Banque centrale	6 576,3	6 100,5	6 408,6	6 596,5	6 821,9	7 360,1
Banques commerciales	- 58,1	- 44,5	- 49,7	- 37,4	- 47,4	-22,0
CREDIT INTERIEUR	20 535,7	21 359,2	22 244,5	22 703,4	23 308,3	23 477,0
CREDIT A L'ETAT(net)	9 353,5	10 297,1	12 041,7	12 908,7	13 376,8	13 437,1
Banque centrale	6 480,3	6 743,3	6 499,4	6 116,1	6 395,4	6 057,5
Dont Titres émis ou garantis par l'état	6 556,2	7 076,4	7 076,4	7 076,4	7 076,4	7 076,4
. Au titre de l'article 53 ordonnance 03-11	-	520,2	520,2	520,2	520,2	520,2
. Au titre de l'article 45 bis Loi n° 17-10	6 556,2	6 556,2	6 556,2	6 556,2	6 556,2	6 556,2
Banques commerciales	1 319,7	1 954,9	3 871,7	5 192,6	5 405,0	5 786,2
Autres crédits	1 553,5	1 598,8	1 670,6	1 599,9	1 576,3	1 593,4
CREDIT A L'ECONOMIE	11 182,3	11 062,1	10 202,8	9 794,7	9 931,6	10 039,9
Banque centrale	2,1	2,1	2,4	2,6	2,7	2,9
Banques commerciales	11 180,2	11 060,0	10 200,5	9 792,1	9 928,9	10 037,0
MONNAIE ET QUASI-MONNAIE	17 659,6	18 641,0	19 374,8	20 053,5	20 638,0	21 488,2
Monnaie	11 901,8	12 706,4	13 339,6	13 590,3	14 052,8	14 495,3
Circulation fiduciaire H/BA	6 138,3	6 519,7	6 746,6	6 712,2	6 911,2	7 124,3
Dépôts à vue	4 210,0	4 587,9	4 922,4	5 278,2	5 565,3	5 777,7
Dépôts auprès du Trésor	340,3	420,9	478,5	398,8	324,1	284,5
Dépôts auprès des CCP	1 213,2	1 177,9	1 192,0	1 201,2	1 252,3	1 308,9
Quasi-monnaie	5 757,8	5 934,6	6 035,2	6 463,2	6 585,2	6 992,9
DEPÔTS PREALABLES A L'IMPORTATION	597,9	563,5	631,6	569,7	487,0	435,6
FONDS DE PRETS DE L'ETAT	13,3	13,1	13,0	13,0	12,8	11,9
ENGAGEMENTS EXTERIEURS A M & L TERME	4,3	4,3	4,3	4,2	4,2	4,1
CONTREPARTIE ALLOCATIONS DTS	228,4	230,0	594,6	597,7	605,9	597,5
AUTRES POSTES (net)	8 550,5	7 963,2	7 985,2	8 024,4	8 334,9	8 277,7

* *Données préliminaires*

7 - STRUCTURE DES DEPOTS

En millions de Dinars	déc-20	juin-21	sept-21	déc-21*	mars-22*	juin-22*
DEPÔT A VUE	5 763 484	6 186 696	6 592 953	6 878 153	7 141 644	7 371 048
DEPÔTS DANS LES BANQUES	4 159 089	4 546 761	4 874 714	5 216 278	5 506 633	5 725 221
DEPÔTS A LA BA	50 909	41 096	47 667	61 935	58 677	52 437
DEPÔTS AU TRESOR	340 255	420 915	478 532	398 769	324 055	284 535
DEPÔTS AU CCP	1 213 231	1 177 925	1 192 040	1 201 171	1 252 278	1 308 855
DEPÔTS A TERME	5 757 816	5 934 632	6 035 227	6 463 209	6 585 168	6 992 866
DEPÔTS EN DINARS	4 912 898	5 035 868	5 123 364	5 517 077	5 605 068	5 899 881
DEPÔTS EN DEVISES	844 918	898 764	911 863	946 132	980 099	1 092 985

En pourcentage du total	déc-20	juin-21	sept-21	déc-21*	mars-22*	juin-22*
DEPÔT A VUE	100%	100%	100%	100%	100%	100%
DEPÔTS DANS LES BANQUES	72,16%	73,49%	73,94%	75,56%	77,11%	77,67%
DEPÔTS A LA BA	0,88%	0,66%	0,72%	0,90%	0,82%	0,71%
DEPÔTS AU TRESOR	5,90%	6,80%	7,26%	6,14%	4,54%	3,86%
DEPÔTS AU CCP	21,05%	19,04%	18,08%	17,40%	17,53%	17,76%
DEPÔTS A TERME	100%	100%	100%	100%	100%	100%
DEPÔTS EN DINARS	85,33%	84,86%	84,89%	85,36%	85,12%	84,37%
DEPÔTS EN DEVISES	14,67%	15,14%	15,11%	14,64%	14,88%	15,63%

* *Données préliminaires*

8 - REPARTITION DES CREDITS A L'ECONOMIE PAR MATURITE

En millions de Dinars	2020	2021			2022	
	déc-20	juin-21	sept-21	déc-21*	mars-22*	juin-22*
CREDITS A L'ECONOMIE	11 182 291	11 062 111	10 202 838	9 794 724	9 931 559	10 039 887
CREDITS A COURT TERME	3 203 697	3 499 939	3 570 042	3 563 811	3 428 075	3 644 341
CREDITS A MOYEN TERME	1 654 477	1 575 686	1 551 213	1 484 331	1 556 013	1 531 252
CREDITS A LONG TERME	6 324 117	5 986 487	5 081 583	4 746 581	4 947 470	4 864 294

(En pourcentage du total)	2020	2021			2022	
	déc-20	juin-21	sept-21	déc-21*	mars-22*	juin-22*
CREDITS A L'ECONOMIE	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
CREDITS A COURT TERME	28,65%	31,64%	34,99%	36,39%	34,52%	36,30%
CREDITS A MOYEN TERME	14,80%	14,24%	15,20%	15,15%	15,67%	15,25%
CREDITS A LONG TERME	56,55%	54,12%	49,81%	48,46%	49,82%	48,45%

* Données préliminaires

9 - REPARTITION DES CREDITS A L'ECONOMIE PAR SECTEUR

En millions de Dinars	2020	2021			2022	
	déc-20	juin-21	sept-21	déc-21*	mars-22*	juin-22*
Secteur Public	5 792 695	5 505 810	4 671 981	4 143 549	4 375 619	4 286 974
Secteur Privé	5 388 977	5 555 595	5 530 184	5 650 487	5 555 356	5 752 304
dont ménages	916 064	959 449	973 467	1 001 170	1 025 843	1 052 898
Administration Locale	618	706	673	688	584	609
TOTAL:	11 182 291	11 062 111	10 202 838	9 794 724	9 931 559	10 039 887

(En pourcentage du total)	2020	2021			2022	
	déc-20	juin-21	sept-21	déc-21*	mars-22*	juin-22*
Secteur Public	51,80%	49,77%	45,79%	42,30%	44,06%	42,70%
Secteur Privé	48,19%	50,22%	54,20%	57,69%	55,94%	57,29%
dont ménages	8,19%	8,67%	9,54%	10,22%	10,33%	10,49%
Administration Locale	0,01%	0,01%	0,01%	0,01%	0,01%	0,01%

* Données préliminaires

10 - EVOLUTION DE LA LIQUIDITE BANCAIRE

<i>En Millions de Dinars</i>	Reprise de liquidité	Facilité de dépôts	Dépôts à vue des banques à la Banque d'Algérie	TOTAL
déc-19	-	15 000	1 085 863	1 100 863
juin-20	-	-	759 609	759 609
sept-20	-	-	461 776	461 776
déc-20	-	-	632 332	632 332
mars-21	-	-	600 397	600 397
juin-21	-	-	551 255	551 255
sept-21	-	12 000	1 217 666	1 229 666
déc-21	-	20 000	1 311 946	1 331 946
mars-22	-	23 000	1 449 174	1 472 174
juin-22	-	17 000	1 828 597	1 845 597

11 - INDICATEURS DU MARCHE MONETAIRE (FIN DE PERIODE)

En millions de DA	Septembre 2021		Décembre 2021		Mars 2022 *		Mars 2022 *	
	MONTANT	TAUX D'INTERET %	MONTANT	TAUX D'INTERET %	MONTANT	TAUX D'INTERET %	MONTANT	TAUX D'INTERET %
- REESCOMPTE								
- ADJUDICATIONS								
- PENSIONS								
- OPEN MARKET								
- 7 Jours *								
- 3 Mois *								
- 6 Mois *								
- 1 AN *								
- OPERATION REGLAGE FIN								
- FACILITE DE PRËT MARGINAL								
- TOTAL REFINANCEMENT	0		0		0		0	
REPRISES DE LIQUIDITE								
- A 7 Jours								
- A 1 Mois								
- A 3 Mois								
- A 6 Mois								
FACILITES DE DEPÔTS	12 000		20 000		23 000		17 000	
TOTAL :	12 000		20 000		23 000		17 000	
- INTERBANCAIRE AU J/J							15 000	0,3750
- INTERBANCAIRE A TERME	58 000	1,4429	48 500	0,9098	109 600	0,7409	252 600	1,1319
- TOTAL INTERBANCAIRE	58 000		48 500		109 600		109 600	

(*) Taux d'intérêt moyen pondéré

12 - EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE DU DINAR ALGERIEN

Cours moyen mensuel

	EURO / DZD	US DOLLAR / DZD	EURO / US DOLLAR
déc-20	159,9856	131,5961	1,2170
janv-21	161,4872	132,6737	1,2171
févr-21	160,8454	132,9357	1,2098
mars-21	159,2170	133,7369	1,1899
avr-21	158,9824	132,9544	1,1979
mai-21	162,1606	133,5319	1,2146
juin-21	161,5234	134,0023	1,2047
juil-21	159,4902	134,8851	1,1822
août-21	159,3201	135,3380	1,1772
sept-21	160,6650	136,4595	1,1770
oct-21	159,1060	137,1327	1,1601
nov-21	157,8045	138,2231	1,1414
déc-21	156,9558	138,8954	1,1304
janv-22	158,0074	139,5433	1,1314
févr-22	159,3696	140,5461	1,1342
mars-22	156,9929	142,4888	1,1019
avr-22	155,4091	143,5684	1,0819
mai-22	153,9266	145,5707	1,0578
juin-22	154,2278	145,8061	1,0566

Cours mensuel de fin de période

	EURO / DZD	US DOLLAR / DZD	EURO / US DOLLAR
déc-20	162,4034	132,1319	1,2271
janv-21	160,9647	132,9188	1,2136
févr-21	161,1965	132,7430	1,2121
mars-21	157,4493	134,0564	1,1725
avr-21	161,6793	133,6524	1,2082
mai-21	162,8490	133,5265	1,2201
juin-21	160,0342	134,5843	1,1884
juil-21	160,0570	134,5356	1,1891
août-21	159,7611	135,1788	1,1834
sept-21	159,2481	137,1705	1,1579
oct-21	159,5020	136,8939	1,1645
nov-21	157,0593	138,6286	1,1363
déc-21	157,0045	138,8376	1,1326
janv-22	156,6637	140,3482	1,1156
févr-22	158,0339	141,2530	1,1199
mars-22	158,6862	142,4600	1,1101
avr-22	153,2974	145,1267	1,0540
mai-22	155,9605	145,2623	1,0713
juin-22	152,8406	146,2729	1,0387

